



COPIE

Marignane, le 23 septembre 2024

Monsieur Michel BARNIER
Premier Ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 PARIS

AR 1a 189 002 6726 3

Référence : Loi de Finances 2024-2025 – TASCOS – Amendes Pénales
MORATOIRE : Stop au Désordre Public Economique et Social
Article 103 du T.F.U.E. lutter contre les fraudes et les abus de position dominante
Excès de pouvoir des élus locaux qui violent les règles du droit des sols.
Objet : Contrôle du bon acquittement de toutes les Taxes dues à la TASCOS
Contrôle du bon encaissement des amendes pénales pour abus de position dominante

Monsieur le Premier Ministre,

Dans le cadre de la loi de Finances 2024-2025, nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur toutes les fraudes de la grande distribution, pour lesquelles aucun contrôle n'est réalisé pour faire rentrer les taxes (TASCOS) et les amendes pénales (abus de position dominante article 103 TFUE).

Nous vous rappelons que des millions de mètres carrés sont exploités illégalement suite à 3 circulaires anticonstitutionnelles puisqu'elles annihilent la portée de la loi 73-1193 du 27/12/1973, et sont génératrices du désordre public économique et social (*notre livre 418 milliards la fraude de la grande distribution*).

Ce désordre public économique et social n'a jamais été quantifié en tant que :

1. Nombre de millions de m² de surfaces de vente exploitées illégalement (abus de position dominante),
2. Effets prédateurs sur l'économie locale et de ses emplois (violation des droits fondamentaux),
3. Aucun principe de précaution contre la corruption, 1996 suppression du certificat d'urbanisme dans les dossiers de CDAC et de permis de construire, aucun contrôle des excès de pouvoir des maires qui favorisent les implantations illégales de grandes surfaces en violant les règles de leurs PLU.

Nous vous communiquons ces trois circulaires anticonstitutionnelles :

1981 – elle permet aux hypermarchés de s'installer dans des magasins de meubles sans autorisation.
(exemple : Leclerc Plan de Campagne ouvert en 1988 sur 3050 m² sans autorisation)

2008 - elle permet l'ouverture de plus de 5 000 000 de m² de surfaces illicites.

2017 – elle interdit de contrôler les bâtiments existants créés illégalement et la suppression de la notion d'ensemble commercial pour les surfaces de 999 m².

Compte tenu du désordre public économique et social, des déficits dans tous les services publics, dans le cadre de cette loi de Finances 2024-2025, nous vous demandons de réaliser un moratoire sur toutes les surfaces de vente de la grande distribution pour connaître le nombre de millions de m² carrés exploités illégalement sans aucune autorisation d'exploitation commerciale et pour annoncer votre engagement sur les mesures nécessaires que vous allez prendre pour encaisser toutes les taxes dues à la TASCOS et les amendes pénales correspondantes aux abus de position dominante d'exploiter illégalement afin que **les comptes soient justes** et pour que les rentrées de ces taxes et amendes pénales soient rendues publiques.

Dans l'attente de votre réponse nous informant de la suite que vous réservez à notre demande, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'expression de notre considération distinguée.

Pièces jointes :

3 circulaires 1981-2008-2017

Notre livre 418 milliards

Martine DONNETTE
la Présidente

DESTINATAIRE

Empty box for recipient address.



Numéro de l'envoi : 1A 189 002 6726 3



RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

EXPÉDITEUR

Empty box for sender address.

Les avantages du service suivi :

Vous pouvez connaître, à tout moment, 24h/24, la date de distribution de votre lettre recommandée ou le motif de non-distribution.

3 modes d'accès direct à l'information de distribution :

- Par SMS : Envoyer le numéro de la lettre recommandée au 6 20 80 (0,35 € TTC + prix d'un SMS).
- Sur internet : www.laposte.fr (consultation gratuite hors coût de connexion).
- Par téléphone :
 - Pour les particuliers, composer le 3631 (numéro non surtaxé) : du lundi au vendredi de 8h30 à 19h et le samedi de 8h30 à 13h.
 - Pour les professionnels, composer le 3634 (numéro non surtaxé) : du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Date : Prix : CRBT :

Niveau de garantie : 16 € 153 € 458 €

La Poste - SA au capital de 6.354.861.284 euros - 399 000 000 RCS Paris - Siège social : 11 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA - 75016 PARIS

SDR2 V26 PTC 6A - 20176412107 - 08/21

Conservez ce feuillet, il sera nécessaire en cas de réclamation. Le cas échéant, vous pouvez faire une réclamation dans n'importe quel bureau de poste. Les conditions spécifiques de vente de la lettre recommandée sont disponibles dans votre bureau de poste ou sur le site www.laposte.fr.



Pensez également à la Lettre recommandée en ligne, consultez www.laposte.fr.

En provenance de :

Box for origin with handwritten text and a large red X mark.

Présenté / Avisé le : / Distribué le : / PREMIER MINISTRE

Je soussigné(e) déclare être Secrétaire général du Gouvernement

Le destinataire Le mandataire 25 SEP. 2024

CNI / permis de conduire Autre : LE VAGMESTRE 67 rue de Varenne - 75700 PARIS

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.



RECOMMANDÉ : AVIS DE RECEPTION

Numéro de l'AR :

AR 1A 189 002 6726 3



Handwritten notes: Renvoyer à EN TOUTE SÉCURITÉ 13900



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COPIE

Le Chef de cabinet

Paris, le **28 NOV. 2024**

Références à rappeler :
CAB/2024A/7603 - NB

Madame la Présidente,

Vous avez fait part au Premier ministre de vos réflexions sur des accusations de fraudes à l'encontre des acteurs de la grande distribution, ainsi que sur les mécanismes de contrôle de ces derniers.

Monsieur Michel BARNIER a pris connaissance de votre démarche.

J'ai transmis votre correspondance à Madame Françoise GATEL, ministre déléguée chargée de la Ruralité, du Commerce et de l'Artisanat.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de mes salutations les meilleures.

Baptiste ROLLAND

Madame Martine DONNETTE
Présidente
En toute franchise
1 rue François Boucher
13700 MARIIGNANE

Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75007 PARIS
Tél. : 01 42 75 80 00